

Burundi : une ONG dénonce une répression qui s'intensifie

RFI, 30-01-2020 L'Initiative pour les droits de l'homme au Burundi, une ONG internationale, tire la sonnette d'alarme à moins de quatre mois des élections générales, dont une présidentielle prévue le 20 mai prochain. Derrière une paix fragile, des violences politiques de plus en plus cachées s'intensifient au Burundi en crise depuis bientôt cinq ans, note l'Initiative pour les droits de l'homme au Burundi. Cela fait suite à une enquête qui a duré plusieurs mois.

« La crise politique et la crise des droits humains, qui a commencé en 2015, perdure jusqu'aujourd'hui. Presque cinq ans plus tard, la répression politique est intensifiée, explique Carina Tertsakian de l'IDBH. Il n'y a plus de liberté d'expression, les Burundais ont peur, ils n'osent pas s'exprimer et même si on assiste plus, par exemple, à des assassinats ou des massacres au grand jour comme il y a quelques années. En fait clandestinement, secrètement, les violences continuent, notamment les violences envers les opposants politiques à l'approche des élections en 2020. Parmi les phénomènes les plus inquiétants relevés sur le terrain, celui des corps sans vie retrouvés presque chaque semaine à travers le pays, sans qu'aucune enquête ne soit menée. Des personnes sont enlevées, on retrouve des cadavres souvent non identifiés, dans la rue, dans les rivières, dans les lacs, et ce phénomène est extrêmement sinistre et choquant et devenu quasiment banal au Burundi », ajoute Carina Tertsakian.